

4 Économie

Organisation nationale des employés du pétrole (Onep)/Entretien avec le secrétaire général adjoint...

...Sylvain Mayabi Binet : " Les allégations mensongères du directeur général de Maurel & Prom sont à l'origine des violences policières ! "

Propos recueillis par
Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Faisant planer, depuis quelques jours, le spectre d'une paralysie totale du secteur pétrolier, le secrétaire général adjoint de l'Onep explique, dans cet entretien, les mobiles ayant conduit à cette situation de crise.

P'union. M. le Secrétaire général de l'Onep, vous menacez, depuis quelques jours, d'entrer en grève générale illimitée. Pour quelles raisons ?

Sylvain MAYABI BINET : les violences perpétrées par les Forces de défense et de sécurité sur les travailleurs du site Onal de Maurel & Prom, à la demande de son directeur général, sans raison fondée, ont été jugées inadmissibles par les travailleurs du secteur pétrolier et activités connexes, qui ont décidé d'interpeller le patronat et le gouvernement par le dépôt d'un préavis de grève générale illimitée.

Le dépôt imminent de ce préavis de grève par l'ensemble des syndicats du secteur pétrolier et activités connexes doit être compris comme un acte de légitime défense des travailleurs dudit secteur, pour que plus jamais ça n'arrive. En outre, selon les termes de l'article 3 du Code du travail de la République gabonaise, "le travail est une source de valeur. Il exige que les libertés et la dignité de celui qui l'exerce soient respectées". Que ces libertés soient emprisonnées et cette dignité humaine bafouée allègrement par un employeur, fut-il Maurel & Prom, à la face du monde, le patronat et le gouvernement ne peuvent rester indifférents, tel que nous l'avons constaté.

Il nous plaît de préciser qu'un préavis de grève n'est qu'une intention d'entrer en grève et un appel pressant à trouver des solutions face à des revendications légitimes.

Pourtant, selon la direction générale de Maurel & Prom, les employés grévistes menaçaient sérieusement l'intégrité des installations de l'entreprise. D'où l'intervention musclée des forces de

l'ordre. Que répondez-vous à ces accusations ?

- C'est une fausse information véhiculée par le directeur général de Maurel & Prom, pour susciter la panique du gouvernement, aux fins de validation de sa demande urgente d'une intervention musclée des Forces de défense et de sécurité. En réalité, suite au déclenchement de la grève par l'Onep au sein de cette entreprise, le mercredi 22 février 2017 à 13h, de manière concertée, les installations ont été sécurisées par le personnel en grève, qui a maintenu un service minimum de production nécessaire à la protection des installations des sites Onal et Coucal, conformément aux standards de l'industrie.

S'agissant de la prise de participation majoritaire du groupe indonésien Pertamina dans le capital de Maurel & Prom, pourquoi exigez-vous un bonus, alors qu'il n'est nulle part inscrit dans les textes ?

- C'est une demande légitime des travailleurs de Maurel & Prom Gabon. Aussi, sur le fondement de la légitimité de la demande et dans le cadre du dialogue social, un bonus a-t-il été reversé aux travailleurs. En 2007, lorsque Addax a repris les actifs de la société Panafrican Energy ; en 2009, lorsque Synopec a repris les actifs d'Addax et que Perenco a racheté Marathon ; tout récemment en janvier 2017 lorsque Carlyle a racheté les actifs de Shell. A l'heure actuelle, dans le cadre de la vente d'une partie des actifs de Total Gabon, les travailleurs ont déjà introduit auprès de leur employeur la même demande.

Votre inflexibilité et votre intransigeance sur certains dossiers font dire, à certains, qu'il y a une main noire derrière vos actions. Que répondez-vous ?

- Faux ! Nous ne travaillons qu'à défendre les intérêts et seulement les intérêts de nos membres. L'Onep, par ma voix, réaffirme son indépendance à l'égard du patronat, des pouvoirs publics, des gouvernements, des organisations politiques, philosophiques ou religieuses. Nul ne peut se ser-



Le secrétaire général adjoint de l'Onep, Sylvain Mayabi Binet.

vir de son titre ou de son adhésion à l'Onep pour poser un acte à des fins politiques ou électorales. Le bureau national actuel s'inscrit pleinement dans cette disposition statutaire.

Mais qui, selon vous, véhicule cette prétendue instrumentalisation de l'Onep par l'opposition ?

- Tout ce qui se dit sur l'instrumentalisation de l'Onep ou de son premier responsable en exercice que je suis, n'est que pure machination, dont le but avoué est de donner une connotation politique à toutes les revendications présentées par les travailleurs via l'Onep. Nous appelons les plus hautes autorités de l'Etat à plus de sagesse dans la prise en compte des «faux rapports» qui leur parviennent, et l'Onep se tient disponible pour toute information utile pouvant aider à une quelconque clarification.

Alors, face à cette situation de blocage, que proposez-vous au gouvernement et à l'entreprise pour une sortie de crise et éviter le déclenchement d'une grève générale ?

- Nous proposons l'ouverture d'un véritable dialogue social tripartite, sincère et constructif, pour trouver un accord sur les deux points bloquants du cahier de charges. Il s'agit du paiement du bonus lié à la reprise

des actions par Pertamina et l'application des dispositions des arrêtés 208 et 62, avec paiement des sommes dues pour un retour à la sérénité au sein de Maurel & Prom. Aujourd'hui, du fait des traumatismes et au-delà de la satisfaction du cahier des charges, il faut une implication réelle de tous les acteurs au dialogue social, pour un retour à une paix sociale véritable.

Vous savez, il n'y aurait pas eu de violences policières sur le site de Maurel & Prom Gabon si le gouvernement avait, au préalable, consulté le syndicat avant d'agir sur la seule base des allégations mensongères du directeur général de ladite entreprise dont le but avoué était de créer ce chaos. C'est la preuve de l'absence d'un véritable dialogue social. Le dialogue social ne se décrète pas, le dialogue social ne s'achète pas, le dialogue social ne s'impose pas par l'utilisation abusive des Forces de défense et de sécurité. Mais le dialogue social se veut, se construit et s'entretient. Conformément aux dispositions des conventions internationales de l'OIT (*Organisation internationale du travail, ndlr*), le dialogue social tripartite gouvernement- Patronat-Salariat vise la promotion des relations professionnelles équitables, productives et harmonieuses...

Comment y parvenir ?

- ... Pour y arriver, il faut sortir des collusions d'intérêts gouvernement-Patronat qui, aujourd'hui, constituent les véritables maux du secteur pétrolier gabonais. Chaque employeur a ses réseaux d'influence au sein du gouvernement, voire au sein de la Présidence au point que, même des questions simples d'application des lois et règlements en matière de travail ne trouvent plus de réponse en entreprise. Il faut remonter au plus haut niveau pour tenter d'aller convaincre tel ou tel soutien dudit employeur. En définitive, que le gouvernement, puissance publique, joue véritablement son rôle de régulateur et garant de la paix sociale, que le patronat et le salariat reviennent à leur place de partenaires pour le développement socio-économique du secteur pétrolier et activités connexes.

Actualité oblige, depuis le début de la crise pétrolière, combien d'entreprises pétrolières et leurs sous-traitants ont déjà mis la clef sous la porte ?

- Par les entreprises du secteur pétrolier et activités connexes, seuls certaines sociétés de services pétroliers et de sous-traitance ont connu des fortunes diverses. A notre connaissance, parmi celles qui ont licencié tous leurs employés, il y a Ensign, Exterran, Kca Deutas, IPS, STSI-Boccard, Pipe Line, BJ Services. Mais, il y en a certainement d'autres dont notre organisation n'a pas nécessairement connaissance.

A combien estimez-vous, aujourd'hui, le nombre de pertes d'emplois liées à la crise pétrolière ?

- Selon nos estimations, il y a plus de 3000 emplois perdus dans le secteur pétrolier et activités connexes, via des plans de licenciements économiques et départs négociés. Ces chiffres peuvent être plus importants, dès lors qu'ils ne prennent pas en compte toutes les situations pour lesquelles l'Onep n'a pas connaissance. Par ailleurs, plus de 1000 travailleurs sont en stand-by, en situation de congés techniques, qui se renouvellent indéfiniment.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 10/03/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0556	1USD =	621,407	1 USD	640,049	CAC 40	10/03/2017	4 966,39
		CAD	1,4193	1CAD =	462,169	1 CAD	476,034	DOW JONES	10/03/2017	20 924,04
		JPY	120,6500	1JPY =	5,437	100 JPY	5,600			
		GBP	0,8675	1GBP =	756,120	1 GBP	778,804			
		CHF	1,0702	1CHF =	612,929	100 CHF	631,32			
		ZAR	13,7908	1ZAR =	47,565	100 ZAR	48,99			
		MAD	10,6737	1MAD =	61,455	MAD	64,88			
		CNY	7,2953	1CNY =	89,915	1CNY	92,61			
		KES	110,8000	1KES =	5,920	1KES	6,10			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
10 Mars 2017: 55,29

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>